REPUBLIQUE DU CONGO Unité - Travail - Progrès

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

Décret n° 98 - 88 du 10 mars 1998 portant nomination du directeur général des réformes administratives

Le Président de la République

Vu l'Acte Fondamental;

Vu le décret n° 98-81 du 25 Février 1998 portant attributions et organisation de la direction générale des réformes administratives ;

Vu le décret n° 98-82 du 25 février 1998 portant attributions et organisation du ministère de la fonction publique et des réformes administratives ;

Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 tel que modifié par le décret n° 92-011 du 20 février 1992 fixant les indemnités allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;

Vu le décret n° 82-92 du 14 octobre 1982 instituant une indemnité de sujetion particulière en faveur du personnel relevant du ministère du travail et de la prévoyance sociale

Vu le décret n° 002-97 du 02 novembre 1997 tel que modifié par le décret n° 98-5 du 20 janvier 1998 portant nomination des membres du Gouvernement

En Conseil des ministres,

DECRETE:

Article premier.- Monsieur KOUAMBA ANGAMA Adrien Joél est nommé directeur général des réformes administratives.

Article 2.- Monsieur KOUAMBA ANGAMA Adrien Joél percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3.- Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de Monsieur KOUAMBA ANGAMA Adrien Joél sera enregistré, inséré au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera./-

Fait à Brazzaville, le 10 mars 1998

Le Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO.-

Par le Président de la République,

Le ministre de la fonction publique et des réformes administratives

Jeanne DAMBENDZET.-

Le ministre des finances et du budget,

Mathias DZON.-

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

Décret n° 98 - 89 du 10 mars 1998 portant nomination du recteur de l'université Marien NGOUABI

Le Président de la République

Vu l'Acte Fondamental;

Vu l'ordonnance n° 29-71 du 4 décembre 1971 portant création de l'université de Brazzaville ;

Vu l'ordonnance n° 9-74 du 14 mai 1974 portant modification de l'ordonnance n° 29-71 du 4 décembre 1971 susvisée;

Vu le décret n° 76-439 du 16 novembre 1974 portant organisation de l'université Marien NGOUABI;

Vu l'ordonnance n° 34-77 du 28 juillet 1977 portant changement de nom de l'université de Brazzaville en université Marien NGOUABI;

Vu le décret n° 76-439 du 16 novembre 1976 portant organisation de l'université Marien NGOUABI;

Vu le décret n° 96-46 du 17 janvier 1996 portant nomination de monsieur MATONDO Hubert en qualité de recteur de l'université Marien NGOUABI ;

Vu le décret n° 002-97 du 2 novembre 1997 tel que modifié par le décret n° 98-5 du 20 janvier 1998 portant nomination des membres du Gouvernement

En Conseil des ministres,

DECRETE:

Article premier.- Monsieur *GOMBE MBALAWA Charles* est nommé recteur de l'université Marien NGOUABI, en remplacement de monsieur MATONDO Hubert appelé à d'autres fonctions.

Article 2.- Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de Monsieur GOMBE MBALAWA Charles, sera enregistré, inséré au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera./-

Fait à Brazzaville, le 10 mars 1998

Le Général d'Armée Deuis SASSOU-NGUESSO.-

Par le Président de la République,

Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

François LUMWAMU.-

Le ministre des finances et du budget,

Mathias DZON.-

REPUBLIQUE DU CONGO Unité - Travail - Progrès

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

Décret n° 98 - 90 du 10 mars 1998 portant nomination du vice-recteur de l'université Marien NGOUABI

Le Président de la République

Vu l'Acte Fondamental:

Vu l'ordonnance n° 29-71 du 4 décembre 1971 portant création de l'université de Brazzaville ;

Vu l'ordonnance n° 9-74 du 14 mai 1974 portant modification de l'ordonnance n° 29-71 du 4 décembre 1971 susvisée;

Vu le décret n° 76-439 du 16 novembre 1974 portant organisation de l'université Marien NGOUABI;

Vu l'ordonnance n° 34-77 du 28 juillet 1977 portant changement de nom de l'université de Brazzaville en université Marien NGOUABI;

Vu le décret n° 76-439 du 16 novembre 1976 portant organisation de l'université Marien NGOUABI;

Vu le décret n° 96-47 du 17 janvier 1996 portant nomination de monsieur BAKABADIO Louis en qualité de vice-recteur de l'université Marien NGOUABI;

REPUBLIQUE DU CONGO Unité - Travail - Progrès

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

Décret n° 98 - 90 du 10 mars 1998 portant nomination du vice-recteur de l'université Marien NGOUABI

Le Président de la République

Vu l'Acte Fondamental;

Vu l'ordonnance n° 29-71 du 4 décembre 1971 portant création de l'université de Brazzaville ;

Vu l'ordonnance n° 9-74 du 14 mai 1974 portant modification de l'ordonnance n° 29-71 du 4 décembre 1971 susvisée;

Vu le décret n° 76-439 du 16 novembre 1974 portant organisation de l'université Marien NGOUABI;

Vu l'ordonnance n° 34-77 du 28 juillet 1977 portant changement de nom de l'université de Brazzaville en université Marien NGOUABI;

Vu le décret n° 76-439 du 16 novembre 1976 portant organisation de l'université Marien NGOUABI;

Vu le décret n° 96-47 du 17 janvier 1996 portant nomination de monsieur BAKABADIO Louis en qualité de vice-recteur de l'université Marien NGOUABI;

REPUBLIQUE DU CONGO Unité - Travail - Progrès

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

Décret n° 98 - 91 du 10 mars 1998 portant nomination du secrétaire général de l'université Marien NGOUABI

Le Président de la République

Vu l'Acte Fondamental;

Vu l'ordonnance n° 29-71 du 4 décembre 1971 portant création de l'université de Brazzaville ;

Vu l'ordonnance n° 9-74 du 14 mai 1974 portant modification de l'ordonnance n° 29-71 du 4 décembre 1971 susvisée;

Vu l'ordonnance n° 34-77 du 28 juillet 1977 portant changement de nom de l'université de Brazzaville en université Marien NGOUABI ;

Vu le décret n° 76-439 du 16 novembre 1974 portant organisation de l'université Marien NGOUABI;

Vu le décret n° 76-439 du 16 novembre 1976 portant organisation de l'université Marien NGOUABI;

Vu le décret n° 96-72 du 7 février 1996 portant nomination de monsieur MBERI NSANA Michel en qualité de secrétaire général de l'université Marien NGOUABI;

Vu le décret n° 002-97 du 2 novembre 1997 tel que modifié par le décret n° 98-5 du 20 janvier 1998 portant nomination des membres du Gouvernement

En Conseil des ministres,

DECRETE:

Article premier.- Monsieur SOUNGOUA Jean Marie est nommé secrétaire général de l'université Marien NGOUABI, en remplacement de monsieur MBERI NSANA Michel appelé à d'autres fonctions.

Article 2.- Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de Monsieur SOUNGOUA Jean Marie, sera enregistré, inséré au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera /-

Fait à Brazzaville, le 10 mars 1998

Le Général d'Armée Depts SASSOU-NGUESSO .-

Par le Président de la République,

Le ministre de l'enseignement supérieur

et de la recherche scientifique

François LUMWAMU.-

Le ministre des finances et du budget

Mathias DZON.-

REPUBLIQUE DU CONGO Unité - Travail - Progrès

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT -----A----

> Décret n° 98 - 92 du 10 mars 1998 portant nomination du directeur des affaires médicales du centre hospitalier et universitaire de Brazzaville

Le Président de la République

Vu l'Acte Fondamental;

Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant refonte du statut général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 008-87 du 7 février 1987 portant création du centre hospitalier et universitaire de Brazzaville ;

Vu le décret n° 88-622 du 30 juillet 1988 portant organisation et fonctionnement du centre hospitalier et universitaire de Brazzaville ;

Vu le décret n° 90-227 du 10 mai 1990 fixant les conditions d'emploi et de rémunération du personnel du centre hospitalier et universitaire de Brazzaville ;

Vu le décret n° 002-97 du 2 novembre 1997 tel que modifié par le décret n° 98-5 du 20 janvier 1998 portant nomination des membres du Gouvernement ;

En Conseil des ministres,

DECRETE:

Article premier.- Monsieur MOYIKOUA Armand est nommé directeur des affaires médicales du centre hospitalier et universitaire de Brazzaville.

Article 2.- Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de Monsieur MOYIKOUA Armand, sera enregistré, inséré au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera./-

Fait à Brazzaville, le 10 mars 1998

Le Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO.-

Par le Président de la République,

Le ministre de la santé et de la

Le ministre des finances et du budget

population.

Mamadou KAMARA DEKAMO.-

Mathias DZON .-

REPUBLIQUE DU CONGO Unité - Travail - Progrès

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

> Décret n° 98 - 93 du 10 mars 1998 portant détachement et nomination de monsieur GASSAY Mathias

Le Président de la République

Vu l'Acte Fondamental;

Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant refonte du statut général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 008-87 du 7 février 1987 portant création du centre hospitalier et universitaire de Brazzaville ;

Vu le décret n° 88-622 du 30 juillet 1988 portant organisation et fonctionnement du centre hospitalier et universitaire de Brazzaville ;

Vu le décret n° 90-227 du 10 mai 1990 fixant les conditions d'emploi et de rémunération du personnel du centre hospitalier et universitaire de Brazzaville;

Vu le décret n° 002-97 du 2 novembre 1997 tel que modifié par le décret n° 98-5 du 20 janvier 1998 portant nomination des membres du Gouvernement ;

En Conseil des ministres,

DECRETE:

Article premier. Monsieur GASSAY Mathias est placé en position de détachement auprès du centre hospitalier et universitaire de Brazzaville pour y exercer les fonctions de directeur administratif et du personnel.

Article 2.- La rémunération de Monsieur GASSAY Mathias sera prise en charge par le centre hospitalier et universitaire de Brazzaville qui est en outre redevable, envers la caisse de retraite des fonctionnaires, de la contribution patronale pour la constitution des droits à pension.

Article 3.- Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de Monsieur GASSAY Mathias, sera enregistré, inséré au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera./-

Fait à Brazzaville, le 10 mars 1998

Le Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO.-

Par le Président de la République,

Le ministre de la santé et de la

population

Le ministre des finances et du budget

Mamadoy KAMARA DEKAMO.-

Mathias DZON.-

Le ministre de la fonction publique et des réformes administratives

Jeanne DAMBENDZET

REPUBLIQUE DU CONGO Unité - Travail - Progrès

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

> Décret n° 98 - 94 du 10 mars 1998 portant détachement et nomination du colonel ONANGA Jean-Pierre

Le Président de la République Ministre de la Défense Nationale

Vu l'Acte Fondamental;

Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant refonte du statut général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 008-87 du 7 février 1987 portant création du centre hospitalier et universitaire de Brazzaville ;

Vu le décret n° 88-622 du 30 juillet 1988 portant organisation et fonctionnement du centre hospitalier et universitaire de Brazzaville ;

Vu le décret n° 90-227 du 10 mai 1990 fixant les conditions d'emploi et de rémunération du personnel du centre hospitalier et universitaire de Brazzaville ;

Vu le décret n° 002-97 du 2 novembre 1997 tel que modifié par le décret n° 98-5 du 20 janvier 1998 portant nomination des membres du Gouvernement ;

En Conseil des ministres,

DECRETE:

Article premier. Le colonel ONANGA Jean-Pierre placé en position de détachement auprès du centre hospitalier et universitaire de Brazzaville pour y exercer les fonctions de directeur économique et financier.

REPUBLIQUE DU CONGO Unité - Travail - Progrès

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

---*a*-----

Décret n° 98 - 96 du 10 mars 1998 portant nomination d'un conseiller du Président de la République

Le Président de la République

Vu l'Acte Fondamental:

Vu le décret n° 001-97 du 29 octobre 1997 portant nomination du ministre, directeur du cabinet du Président de la République, Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 tel que modifié par le décret n° 92-011 du 20 février 1992 fixant les indemnités allouées aux titulaires de certains postes administratifs;

DECRETE:

Article premier.- Madame OSSIE Valérie Antoinette est nommée conseiller du Président de la République

Article 2.- Madame OSSIE Valérie Antoinette percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3.- Le présent décret, qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de Madame OSSIE Valérie Antoinette, sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et inséré au Journal Officiel /-

Fait à Brazzaville, le 10 mars 1998

Le Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO.-

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

---A----

Décret n° 98 - 97 du 10 mars 1998 portant nomination du délégué général à la recherche scientifique et technologique

Le Président de la République

Vu l'Acte Fondamental:

Vu le décret n° 97-252 du 5 août 1997 portant organisation et fonctionnement de la délégation générale à la recherche scientifique et technique;

Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 tel que modifié par le décret n° 92-011 du 20 février 1992 fixant les indemnités allouées au titulaires de certains postes administratifs ;

Vu le décret n° 002-97 du 2 novembre 1997 tel que modifié par le décret n° 98-5 du 20 janvier 1998 portant nomination des membres du Gouvernement

En Conseil des ministres,

DECRETE:

Article premier. - Monsieur ONANGA Maurice est nommé délégué général à la recherche scientifique et technologique.

Article 2.- Monsieur ONANGA Maurice percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3.- Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de Monsieur ONANGA Maurice, sera enregistré, inséré au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera./-

Fait à Brazzaville, le 10 mars 1998

Le Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO.-

Par le Président de la République,

Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

Le ministre des finances et du budget

François LUMWAMU.-

SECRETARIAT GENERAL **DU GOUVERNEMENT**

Décret n° 98 - 98 du 10 mars 1998 portant nomination du directeur du centre hospitalier de Talangaï

Le Président de la République

Vu l'Acte Fondamental;

Vu le décret n° 002-97 du 2 novembre 1997 tel que modifié par le décret n° 98-5 du 20 janvier 1998 portant nomination des membres du Gouvernement

En Conseil des ministres,

DECRETE:

Article premier. Le docteur GALIBA Jacques est nommé directeur du centre hospitalier de Talangaï.

Article 2.- Le docteur GALIBA Jacques percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3.- Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions du docteur GALIBA Jacques, sera enregistré, inséré au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera./-

Fait à Brazzaville, le 10 mars 1998

Le Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO .-

Par le Président de la République,

Le ministre de la santé et de la population. Le ministre des finances et du budget

Mamadou KAMARA DEKAMO.-

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE FORCES ARMEES CONGOLAISES DIRECTION DU PERSONNEL MILITAIRE DES ARMEES

REPUBLIQUE DU CONGO Unité - Travail - Progrès



DECRET Nº:

98 - 99 du 16 mars: 1998

Portant changement d'armée d'un officier des Forces Armées Congolaises.

Le Président de la République Ministre de la Défense Nationale

Visas:

DBF

Vu - L'acte Fondamental.

Vu - La loi n° 17-61 du 16 Janvier 1961 portant organisation et recrutement des Forces Armées de la République du Congo.

Vu - L'ordonnance n°6-69 du 24 Février 1969 portant organisation de la défense Opérationnelle du territoire de la République du Congo Brazzaville.

Vu - L'ordonnance 31-70 du 18 Août 1970 portant statut général des cadres de l'Armée Populaire Nationale.

Vu - L'ordonnance n° 11-76 du 12 Août 1976 modifiant les articles 6 et 7 de l'ordonnance 31-70 du 18 Août 1970 portant statut général des cadres de l'Armée Populaire Nationale.

Vu - La loi 11-97 du 12 Mai 1997 portant organisation et fonctionnement des Forces Armées Congolaises.

Vu - Le Décret n° 002-97 du 2 Novembre 1997 portant nomination des membres du du gouvernement.

Vu - La demande de l'intéressé en date du 7 Janvier 1998.

DCF P. D.

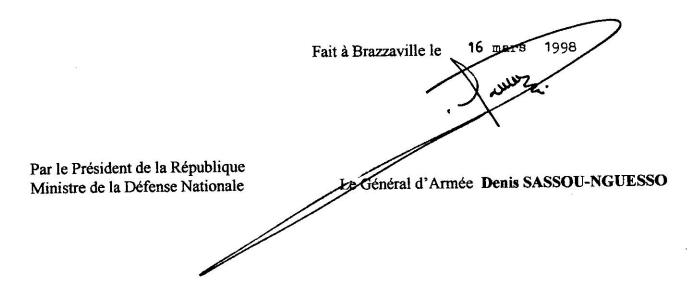
DGAF MDN

DECRETE:

Article 1^{er} Le Lieutenant-Colonel BONGO Valentin en service à la Direction Générale de la Logistique (DGL), est admis à servir à la GENDARMERIE NATIONALE à compter du 1^{er} Février 1998.

Article 2. Notification du présent Décret sera faite à l'intéressé par les soins du Directeur Général de la Logistique (DGL) contre un récipissé dûment daté et signé à adresser à la direction du personnel militaire des armées (DPMA).

Article 3. Le Ministre de la Défense Nationale et le Ministre des Finances et du Budget sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent Décret qui sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République du Congo et communiqué partout ou besoin sera.



Le Ministre des Finances et du Budget

Mathias NDZON

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

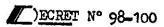
------FORCES ARMEES CONGOLAISES

-=-=-=-=-

DIRECTION DU PERSONNEL MILITAIRE DES ARMEES

REPUBLIQUE DU CONGO

Travail * Progrès



Portant nomination des Officiers de la Police Nationale.

E PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT. CHEF DU GOUVERNEMENT.-

(/ISAS:-

VU:- L'Acte Fondamental ;

WU; La LOI 17/61 du 16 Janvier 1961, portant Organisation et Recrutement des Forces Armées de la République ;

VU:- L'Ordonnace 31/70 du 18 Août 1970, portant Statut Général des Cadres de l'Armée :

VU:- L'Ordonnance 11/76 du 12 Août 1976, modifiant les Articles 6 et 7 de 1'Ordonnance 31/70 du 18 Août 1970;

VU:- Le Décret 70/357 du 25 Novembre 1970, portant Avancement dans l'Armée;

VU:- Le Décret 74/355 du 28 Septembre 1974, portant création du Comité de Défense ;

VU:- Le Décret 84/936 du 25 Octobre 1984, portant création et Organisation du Ministère de la Défense Nationale;

.VU:- Le Décret 84/938 du 25 Octobre 1984, portant Organisation de la Structure du Cabinet du Ministère de la Défense Nationale ;

VU: Le Décret 85/260 du 5 Mars 1985, déterminant le circuit d'Apprebation des Actes relatifs aux intégrations, avancements et révision des situations Administratives des Agents de l'Etat ;

VU:- Le Décret n°002/97 du 2 Nomembre 1997, portant nomination des Membres du Gouvernement:

VU:- Le Décret n°13/97 du 12 Décembre 1997, portant Organisation des Intérims des Membres du Gouvernement ;

VU:- Le Décret 96/138 du 16 Mars 1996, portant Inscription au Tableau d'avancement au Titre de l'Année 1996 des Officiers des Forces Armées Congolaises, de la Gendarmerie Nationale et de la Police Nationale ;

DGAF.

..../.....2.-

COMITE DE DEFENSE: SUR PROPOSITION

ECRETE:

Article 1er: - Sont nommés à titre définitif pour compter du 1ER JANVIER 1996 (1ER TRIMESTRE 1996).

GRADE DE COMMANDANT: OUR LE

POLICE NATIONALE: DE LA /)IRECTION GENERALE

COMMANDEMENT:

POLICE GENERALE.

Capitaine :-

ONANGA

Prosper

Cdement

DIRECTION REGIONALE DE LA POLICE NATIONALE:

POLICE GENERALE.

Capitaine :-

MAYOUMA

Patrice

- DRPN/BZV.

Article 2:- Le Ministre de la Défense Nationale, le Ministre de l'Intérieur charg de la Sécurité et de l'Administration du Territoire, et le Ministre des Finances e du Budget sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent Décret qui sera enregistré, publié au Journal Officiel de la République du Congo et communiqué partout où besoin sera ./.-

Par le Président de la République;

BRAZZAVILLE, Le-

Général d'Armée Denis SASSOU NGUESSO

Le Ministre de l'Intérieur, chargé de la Sécurité et de l'Administration du

Territoire;

Le Ministre des Finances et du Budget ;

ZON

Colonel

MINIST<u>ERE DE LA JUS</u>TICE SECRETARIAT GENERAL A LA JUSTICES ET A <u>L'ADMINISTRATION</u> PENITENTIAIRE

REPUBLIQUE DU CONGO UNIT<u>E - TRAVAIL - PROGRES</u>

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION

ET DES FINANCES

SERVICE DU PERSONNE

DECRET N° 98-101 du 18 Mars 1998 portant nomination en qualité d'Auditeur de Justice de Monsieur KOUESSALI Jean Claude, Attaché des SAF des Cadres de la catégorie A Hiérarchie II

(Régularisation)

VISAS:

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE CHEF DE L'ETAT, CHEF DU GOUVERNEMENT.

Vu l'Acte Fondamental du 24 Octobre 1997;

Vu la loi 021/89 du 14 Novembre 1989 portant refonte du statut général de la Fonction Publique;

Vu la loi 42/61 du 20 Juin 1961 portant statut de la Magistrature;

Vu la loi 022/92 du 20 Août 1992 portant organisation du Pouvoir Judiciaire en République du Congo;

Vu la loi 023/92 du 20 Août 1992 portant Statut de la Magistrature;

Vu le décret 183/61 du 3 Août 1961 portant application de la loi 42/61 du 20 Juin 1961 susvisée;

Vu le décret 62/130/MF du 9 Mai 1962 fixant le régime des rémunérations des Fonctionnaires;

Vu le décret 75/390 du 26 Août 1975 abrogeant et remplaçant les dispositions de l'article 21 du décret 183/61 du 3 Août 1961 portant application de la loi 42/61 du 20 Juin 1961 relatif au statut de la Magistrature;

Vu le décret 94/769 du 28 Décembre 1994 portant suspension des effets financiers à la suite d'une titularisation, d'un avancement, d'une révision de situation administrative ou toute autre promotion;

Vu le décret 002/97 du 2 Novembre 1997 portant nomination des Membres du Gouvernement;

Vu le décret 97/13 du 12 Décembre 1997 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement;

Vu le décret 91/509 du 27 Mai 1991 portant reversement provisoire des Magistrats;

Vu l'Attestation n° 708/DGFP - DGCA -SSC du 14 Septembre 1994 autorisant l'intéressé à suivre un stage de formation conformément aux dispositions du décret 86/263 du 11 Février 1986 portant organisation des stages effectués par les Fonctionnaires et Agents de l'Etat;

D.G.C.F Vu l'attestation n° 580/MENRSTET-HCETS-DGETFP-DFP du 24 Avril 1996 relatif au dépôt par l'intéressé de la demande de Certificat Administratif;

Vu l'attestation n° 0188/MJ-SGJAP-DAF-SP du 9 Septembre 1996 portant nomination de l'intéressé en qualité d'Auditeur de Justice.

(D)

.../...

DECRETE:

ARTICLE 1^{ER}. - Monsieur KOUESSALI Jean Claude, attaché des SAF de 3è échelon des cadres de la catégorie A Hiérarchie II des SAF (Administration Générale), Licencié en Droit de nationalité Congolaise, né le 31 Mars 1958 à KEBARA est nommé Auditeur de Justice indice 850.

ARTICLE 2.- Conformément aux dispositions du décret n° 94/769 du 28 Décembre 1994, cette nomination ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

ARTICLE 3.- Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 6 Mai 1996 sera enregistré, publié au Journal Officiel de la République du Congo et communiqué partout où besoin sera -/-

Par le Président de la République Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement.

Le Ministre d'Etat, Garde des Sceaux Ministre de la Justice.

Pierre NZE.-

Le Genéral d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Ministre des Finances et du Budget

Mathias DZON.

Fait à Brazzaville, le

AMPLIATIONS:

ALVAL ASKIR A TO THOU	
P.R-CAB	2
MJ-CAB	2
SGJAP/DAF	3
DGFP	2
DGB	2
DGCF	2
Cour Suprême	.2
CA B/VILLE	.2
CA POINTE NOIRE	.2
CA DOLISIE	.2
CA OWANDO	.2
SGG/BC	.3
J.O.R.C	1
Dossier	3
Intéressé	1.

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

REPUBLIQUE DU CONGO Unité * Travail * Progrès

MAISON MILITAIRE

CABINET MILITAIRE

DECRET N° 98-102 du 24/03/98

PORTANT NOMINATION A TITRE POSTHUME DANS L'ORDRE DU MERITE CONGOLAIS

-=-=-=-=-=-

Le Président de la République, Chef de l'Etat, Grand Maître des Ordres Nationaux

- Vue l'acte fondamental du 24 octobre 1997,
- Vue le décret n° 86/903 du 6 août 1986, désignant le Président de la République en qualité de Grand Maître des Ordres Nationaux et fixant les modalités d'attribution de la dignité de Grand Croix;

Vu le décret n° 86/905 du 6 Août 1986, modifiant le décret n° 60/205 du 28 juillet 1960, fixant les modalités d'attribution des décorations des Ordres du Mérite Congolais, dévouement congolais et de la Médaille d'Honneur;

- Vu le décret n° 86/896 du 6 Août 1986, portant réglementation de remise et du port des décorations des différents Ordres Nationaux;
- Vu le décret n° 002/97 du 2 novembre 1997 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret n°97/13 du 12 décembre 1997 portant organisation des Intérims des Membres du Gouvernement.

DECRETE

Article 1er est nommé dans l'ordre du mérite congolais à titre posthume.

Au grade de Commandeur

Professeur ONANGA Maurice, Délégué Général à la Recherche Scientifique et Technique.

Article 2: Les droits de chancellerie prévus par les textes en vigueur ne sont pas applicables.

Article 3: Le présent décret qui prend effet à compter de la date de signature sera publié au Journal Officiel de la République du Congo et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 24 mars 1998

Le Général d'Armée Denis SASSOU NGUESSO

Par le Président de la République,

Pour le Ministre des Finances et du Budget, en mission.

Le Ministre d'Etat chargé de la Programmation, de la Privatisation et de la Promotion de l'Entreprise Privée Nationale.

Paul KAYA.

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

REPUBLIQUE DU CONGO Unité * Travail * Progrès

MAISON MILITAIRE

CABINET MILITAIRE

DECRET Nº 98-103 du 24/03/98

PORTANT NOMINATION A TITRE EXCEPTIONNEL DANS L'ORDRE DU MERITE CONGOLAIS

Le Président De La République, Chef de l' Etat, Grand Maître des Ordres Nationaux

- Vu l'acte fondamental du 24 Octobre 1997,
- Vu le décret n° 86/903 du 6 Août 1986, désignant le Président de la République en qualité de Grand Maître des Ordres Nationaux et fixant les modalités d'attribution de la dignité de Grand Croix;
- Vu le décret n° 86/905 du 6 Août 1986, modifiant le décret n° 60/205 DU 28 Juillet 1960, fixant les modalités d'attribution des décorations des Ordres du Mérite Congolais, dévouement congolais et de la médaille d'Honneur;
- Vu le décret n° 86/896 du 6 Août 1986, portant réglementation de remise et du port des décorations des différents Ordres Nationaux;
- Vu le décret n° 002/97 du 2 Novembre 1997, tel que modifié par le décret n°98-5 du 20 février 1998 portant nomination des membres Gouvernement;
- Vu le décret n° 97/13 du 12 décembre 1997, portant organisation des Intérims des Membres du Gouvernement.

DECRETE

Article 1er: Sont nommés à titre exceptionnel dans l'Ordre du Mérite congolais

Au grade de Commmandeur

Messieurs:

MOSCATO Guglielmo
 Président de l'ENI Milan

SGUBINI Luciano
 CAVANNA Pietro
 Directeur Général de l'ENI Milan
 Président d'AGIP RECHERCHES

CONGO

DESCALZI Claudio
 Directeur Général AGIP RECHERCHES

CONGO

MBOUDO- NESA Alphonse
 Ancien Directeur Général Adjoint

AGIP

PAUL L. Donald
 Vice -Président CHEVRON

CORPORATION

KINGA Pierre A.
 Directeur Technique et Administratif

CHEVRON CONGO

OKIORINA Bernard
 AMBVOULI Jean
 Directeur Général HYDRO CONGO
 Directeur Etudes et Planification

HYDRO CONGO

LOEMBA André Raphaël
 Chef Base Recherche/Production

HYDRO CONGO

Au grade d'Officier

Messieurs:

BIKOUTA Grégoire
 DIAMANTE Luigi
 KOUBEMBA Lambert
 OBONDOKO Gaston
 Conseiller de Direction AGIP
 Directeur Technique AGIP
 AGIP AFRICA Tunisia Branch
 Chef Département Gisements AGIP



BAKA Donatien Chef Géophysique AGIP

ITOUA -KONGA Félix
 Chef du Département Forage &

Complétion AGIP

MALONGA Henri
 Chef Service Ingénierie du Pétrole AGIP

MONDZALI Laurent
 NZOUNZA Bienvenu
 BIAGOMBA Ange Didier
 Chef Plate-forme KITINA AGIP
 Chef Département des Services

Généraux AGIP

BARILLI Osvaldo
 MBORO Réné
 Chef de Division Exploration
 Chef Géologie du Sous Sol AGIP

POUNGA François Médard
 YOULOU MINGOLE Valère
 Intendant Complétion Work Over AGIP
 Chargé des Relations extérieures AGIP

KOKO Jérôme Chef Projet ZAF4 AGIP
 HYLLENDHO MASSOUEMA Dieudonné Ingénieur Gisements AGIP

BANGUISSA Jean Pierre
 NKANDANG BENGONE Martos
 Technicien Budget et Contrôle AGIP
 Technicien Travaux Neufs AGIP

BELLA TSOUEKO Roland
 Responsable Sécurité

HOSSIE Georges
 DZONDO Bernard
 Chef Géologie Régionale AGIP
 Chef Département Production

HYDRO CONGO

PUCKETT Mark B. Directeur Général CHEVRON

OVERSEAS

SCULLY Philip A.
 Directeur Général CHEVRON

CONGO

NGONGA Dominique
 Ancien Chef Département Production

HYDRO CONGO

Au grade de Chevalier

Mesdames:

BATOLA Andrée
 BISSOUMOUNOU Delphine
 MOUFOUMA Josephine
 Secrétaire AGIP CONGO
 Secrétaire AGIP CONGO

- TCHIBINDA Caroline Assistance Sociale AGIP CONGO

Messieurs:

LEDRI Celestino Chef de Projet KITINA AGIP

BOSCHETTI Rocco
 PULCINI Enzo
 Technicien Supérieur Exploitation AGIP
 Expert Marin LOANGO/KITINA AGIP

ONIONGO Victor

MAZUR J. Edward

Chef du Département Contrôle Fudiciaire

HYDRO CONGO

Directeur Financier CHEVRON

OVERSEAS

- FINUCANE Nicholas H.

Coordinateur Projets CHEVRON OVERSEAS CONGO

Article 2: Les droits de chancellerie prévus par les textes en vigueur sont applicables.

Article 3: Le présent décret qui prend effet à compter de la date de réception sera enregistré, publié au Journal Officiel de la République du Congo et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 24 mars 1998

Le Général d'Armée Denis SASSOU- NGUESSO

Par Le Président de la République,

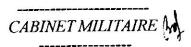
Le Ministre des Finances et du Budget.

Mathias DŽON

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

REPUBLIQUE DU CONGO Unité * Travail * Progrès

MAISON MILITAIRE



DECRET Nº 98-104 du 24/03/98

PORTANT NOMINATION A TITRE POSTHUME DANS L'ORDRE DU MERITE CONGOLAIS

Le Président De La République, Chef de l' Etat, Grand Maître des Ordres Nationaux

- Vu l'acte fondamental du 24 Octobre 1997,
- Vu le décret n° 86/903 du 6 Août 1986, désignant le Président de la République en qualité de Grand Maître des Ordres Nationaux et fixant les modalités d'attribution de la dignité de Grand Croix;
- Vu le décret n° 86/905 du 6 Août 1986, modifiant le décret n° 60/205 DU 28
 Juillet 1960, fixant les modalités d'attribution des décorations des Ordres du Mérite Congolais, dévouement congolais et de la médaille d'Honneur;
- Vu le décret n° 86/896 du 6 Août 1986, portant réglementation de remise et du port des décorations des différents Ordres Nationaux;
- Vu le décret n° 002/97 du 2 Novembre 1997, tel que modifié par le décret n°98-5 du 20 février 1998 portant nomination des membres Gouvernement;
- Vu le décret n° 97/13 du 12 décembre 1997, portant organisation des Intérims des Membres du Gouvernement.

DECRETE

Article 1er: est nommé dans l'Ordre du mérite congolais à titre posthume.

Au grade de Commandeur

Monsieur DEMBE Jean Félix, surveillant des travaux génie civil à AGIP.

Article 2: Les droits de chancellerie prévus par les textes en vigueur ne sont pas applicables.

Article 3: Le présent décret qui prend effet à compter de la date de signature sera publié au Journal Officiel de la République du Congo et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 24 mars 1998

Le Général d'Armée Denis SASSOU- NGUESSO

Par Le Président de la République,

Le Ministre des Finances et du Budget.

Mathias DZON